

Brochure n° 3034

Convention collective nationale

IDCC : 1090. – **SERVICES DE L'AUTOMOBILE**

**(Commerce et réparation de l'automobile,
du cycle et du motocycle
Activités connexes**

**Contrôle technique automobile
Formation des conducteurs)**

(22^e édition. – Juillet 2003)

AVENANT N° 43 DU 14 DÉCEMBRE 2004

RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET0550229M

IDCC : 1090

Les organisations soussignées,

Vu l'accord national interprofessionnel du 5 décembre 2003 relatif à l'accès des salariés à la formation tout au long de la vie professionnelle ;

Vu la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social, notamment les chapitres I^{er} à IV de son titre I^{er},

conviennent de modifier la convention collective comme suit :

Article 1^{er}

Le 3^e alinéa de l'article 1.23 *a* de la convention collective est supprimé.

Article 2

L'intitulé et le texte de l'article 1.23 *bis* sont modifiés comme suit :

Article 1.23 *bis*

Certifications reconnues par la branche

Les fiches du RNQSA mentionnent la ou les certifications correspondant au niveau de connaissances requis pour accéder aux qualifications de branche considérées. Les certifications sont les attestations soit délivrées par

l'Etat, soit délivrées ou reconnues par les instances paritaires de la branche, d'un niveau de connaissances professionnelles (diplômes, titres, certificats de qualification professionnelle...). Les certifications reconnues par la branche sont inscrites sur un répertoire national des certifications (RNC) annexé à la présente convention collective.

Au cours de sa vie professionnelle, tout salarié peut faire valider les acquis de son expérience dans les conditions fixées par accord paritaire national, en vue d'acquérir :

- un diplôme ou un titre à finalité professionnelle, enregistré dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) visé à l'article L. 335-6 du code de l'éducation ;
- ou un certificat de qualification professionnelle figurant en même temps au RNCP ci-dessus et au RNC annexé à la présente convention.

Article 3

L'article 1.23 *bis* « Formation des salariés » est désormais numéroté 1.23 *ter*, et le paragraphe *a* de cet article est ainsi rédigé :

« a) Organisation de la formation professionnelle continue

Planification de la formation dans l'entreprise

Les employeurs devront promouvoir et planifier la formation de leurs salariés conformément aux dispositions des lois, accords et règlements en vigueur. Si pendant une période de 24 mois un salarié n'a pas bénéficié d'une action de formation au titre de la formation professionnelle continue, il peut faire une demande d'entretien professionnel en vue d'obtenir un stage dans sa filière professionnelle ; lorsque aucune solution n'a pu être trouvée à l'issue de cet entretien, l'employeur portera cette demande à l'ordre du jour de la réunion du comité d'entreprise, ou à défaut des délégués du personnel, afin de rechercher si une solution peut être trouvée dans l'intérêt du salarié.

Action des représentants du personnel

Le comité d'entreprise exerce les attributions prévues par la loi ; en particulier, il examine le plan annuel de formation et il est consulté sur les mesures relatives à la formation ou ayant une incidence sur la formation du personnel.

En outre, afin d'assurer un suivi continu et attentif des besoins et du déroulement des actions de formation, un point sur les actions en cours, les actions nouvelles souhaitées et l'activité des stagiaires fera l'objet d'une information régulière du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel. »

Article 4

Il est créé un article 1.23 *ter b*, ainsi rédigé :

« b) Droit individuel à la formation (DIF)

La formation professionnelle des salariés peut être réalisée par la mise en œuvre du DIF, dans les conditions et selon les modalités fixées par accord paritaire national. »

Article 5

Il est créé un article 1.23 *ter c*, ainsi rédigé :

« c) Entretien professionnel

L'entreprise doit assurer à chaque salarié un entretien professionnel au moins tous les 2 ans, entendus comme 24 mois complètement ou partiellement travaillés.

Cet entretien professionnel a pour finalité de permettre au salarié d'examiner son projet professionnel, à partir de ses souhaits et de ses aptitudes, et en fonction des perspectives d'évolution de l'entreprise. Il se déroule dans les conditions précisées par accord paritaire national.

Il doit systématiquement avoir lieu :

1° au terme de l'année suivant l'embauche sous contrat à durée indéterminée ;

2° après l'obtention de toute certification inscrite au répertoire national des certifications visé à l'article 1.23 *bis* ;

3° préalablement à toute perspective de changement des fonctions ou de l'emploi ;

4° à la demande du salarié, dans le cas visé au paragraphe *a* ci-dessus ;

5° en cas d'échec du salarié à l'examen organisé au terme d'une action de formation professionnelle, tel que visé au paragraphe *d* ci-dessous. »

Article 6

L'article 1.23 *ter d* est ainsi rédigé :

« Ces conséquences sont définies aux articles 2.05 et 3.02 *b*, 3 B.02 *b*, ou 5.02 *b*, selon le classement de l'intéressé.

Lorsque le salarié aura échoué à l'examen organisé au terme d'une action de formation professionnelle, l'employeur sera tenu d'avoir avec lui un entretien dans un délai de 3 mois suivant la date à laquelle l'employeur est informé du résultat de l'examen. Cet entretien portera sur les points visés au paragraphe *c* et, en outre, sur les conséquences de la formation suivie au regard du poste occupé, sur les perspectives de promotion ultérieure, et en tout état de cause, sur les modalités de prise en compte des efforts accomplis par le salarié en se formant. »

Article 7

Les articles 1.23 *bis d* et *e* sont renumérotés respectivement 1.23 *ter e* et *f*. Au dernier alinéa de l'article 1.23 *ter e* « Congé individuel de formation », ainsi qu'au 2° point de l'article 1.23 *ter f* « Clauses de dédit-formation », les mots : « certification inscrite sur la liste établie par la commission paritaire nationale » sont remplacés par : « certification visée à l'article 1.23 *bis* ».

Article 8

L'intitulé et le texte de l'article 2.05 *a* sont modifiés comme suit :

a) Actions de formation concernées par la prime de formation-qualification

Sont concernées par le versement d'une prime de formation-qualification les actions relevant de la formation professionnelle continue réalisées par un

organisme extérieur à l'entreprise, bénéficiaire ou non de la reconnaissance paritaire visée à l'article 1.22 *a* de la convention collective, mais à l'exclusion des actions rendues obligatoires par la loi ou le règlement.

Ne sont pas concernées par le versement d'une prime de formation-qualification les actions de formation initiale ou de formation en alternance, les actions de bilan ou de vérification des compétences, les actions suivies dans le cadre du congé individuel de formation, et toute action organisée exclusivement avec le concours du personnel de l'entreprise.

Les actions qui relèvent du droit individuel à la formation ouvrent droit à la prime de formation-qualification si elles s'inscrivent dans les priorités de formation décidées par l'employeur, ou dans le plan de formation s'il existe. »

Article 9

Le texte des 2 premiers alinéas des articles 3.02 *b* et 3 B.02 *b*, et celui du 1^{er} alinéa de l'article 5.02 *b*, est remplacé par le texte suivant :

« Lorsqu'une certification inscrite au répertoire national des certifications visé à l'article 1.23 *bis* a été obtenue, dans le cadre d'une action de formation continue engagée à l'initiative de l'employeur ou en résultat d'une action de validation des acquis de l'expérience (VAE), sur la base d'un accord écrit de l'entreprise mentionnant un engagement de promotion en cas de réussite, l'intéressé est placé sur l'échelon ou le niveau de classement correspondant à la certification acquise, tel que défini au RNC. »

Article 10

Les organisations soussignées conviennent de procéder dans les meilleurs délais aux démarches nécessaires en vue de l'extension du présent avenant, qui sera déposé conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Les dispositions conventionnelles modifiées par le présent avenant s'appliqueront dans les conditions d'entrée en vigueur des 3 accords paritaires nationaux associés au présent avenant, signés concomitamment et qui concernent respectivement le droit individuel à la formation, l'entretien professionnel et la validation des acquis de l'expérience.

Fait à Suresnes, le 14 décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FNA ;
CNPA ;
UNIDEC ;
FNCRM ;
GNESA ;
SNCTA ;
FFC ;
Les professionnels du pneu.

Syndicats de salariés :

CSNVA ;
CFE-CGC ;
FO métaux ;
CFTC ;
CFDT.